

Tshiyembe, Mwayila et Bukasa, Mayele. *L'Afrique face à ses problèmes de sécurité et de défense*. Paris, Institut Panafricain de Géopolitique, Coll. « Travaux et recherches de l'Institut Panafricain de Géopolitique », 1989, 263 p.

Isabelle François

Volume 21, numéro 2, 1990

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702685ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702685ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

François, I. (1990). Compte rendu de [Tshiyembe, Mwayila et Bukasa, Mayele. *L'Afrique face à ses problèmes de sécurité et de défense*. Paris, Institut Panafricain de Géopolitique, Coll. « Travaux et recherches de l'Institut Panafricain de Géopolitique », 1989, 263 p.] *Études internationales*, 21(2), 437–439. <https://doi.org/10.7202/702685ar>

jours meilleurs. Pour lui, l'Ouest est moins important que l'Est, « berceau de l'arabité et de l'Islam ». On connaît la multitude des projets d'union, de fédération ou de confédération que le leader a proposés à ses voisins; aucun n'a été appliqué bien longtemps. L'U.M.A. trouvera-t-elle auprès de lui un appui durable?

Dans une troisième partie (81p), l'économie prend le relais des systèmes politiques et de l'ordre étatique maghrébins. Intitulée « Les difficultés socio-économiques feront-elles l'unité du Maghreb? », cette partie aborde toute une série de problèmes qui intéressent non seulement l'Afrique du Nord mais aussi l'Europe, la CEE et la délicate question des flux migratoires entre les deux rives de la Méditerranée.

Sur le plan économique, Habib El Malki, universitaire marocain, résume bien la problématique du Maghreb: le développement « solitaire » ne peut conduire qu'à l'impasse, sinon la « régression », seul le développement « solidaire » peut unifier cet espace géopolitique et culturel. La relance du Maghreb économique est un impératif de survie, malgré les obstacles à l'unification et les difficultés de l'intégration. Les « relations entre la CEE et les pays du Maghreb », étudiées par R. Bistolfi, fonctionnaire européen, passent par une politique méditerranéenne et des accords économiques bilatéraux. La naissance de l'U.M.A. et la perspective du grand marché intérieur modifient les données de ces rapports. La coopération maghrébine permettra l'instauration d'un dialogue Nord-Sud régional moins inégal, d'autant plus qu'en l'an 2000 ces cinq États représenteront 100 millions d'hommes.

En annexes, le lecteur trouvera d'intéressantes observations sur la « Formation des élites » et le « Système administratif » rédigées par L. Benazzi, A. Saaf, Ph. Marchesin et M. Midoun. Une bibliographie par pays et par thèmes complètent l'ouvrage.

ge. Dans leur avant-propos A. Claisse et G. Conac notent que l'un des mérites principaux de ce livre est de « dépasser les turbulences de la conjoncture pour tenter de dégager quelques-unes des constantes socio-politiques qui marquent le Grand Maghreb ». Les auteurs maghrébins et français, universitaires et fonctionnaires, ont rédigé leurs articles avant la naissance de l'U.M.A. en laissant entendre que cette entreprise commune pouvait se faire mais que rien ne dit qu'elle se fera. Cette prudence dans le diagnostic les honore. Pour Jean Leca qui préface l'ouvrage, il y a trois perspectives: un « Maghreb des blocs » autour de regroupements deux à deux contre un, ou à deux contre deux, dont la clé est l'affrontement algéro-marocain; un « Maghreb fonctionnel » autour de traitements de problèmes spécifiques; un « Maghreb vertical » tenté par chaque État et orienté vers la CEE et l'Afrique subsaharienne. L'avenir dira si une quatrième solution n'est pas possible avec la naissance de l'U.M.A..

Au total, un livre d'actualité qui rendra service à tous ceux qui souhaitent approfondir la connaissance d'une région qui releva longtemps de la souveraineté française.

Daniel COLARD

*Faculté de Droit
Université de Franche-Comté, Besançon*

TSHIYEMBE, Mwayila et BUKASA, Mayele. *L'Afrique face à ses problèmes de sécurité et de défense*. Paris, Institut Panafricain de Géopolitique, Coll. « Travaux et recherches de l'Institut Panafricain de Géopolitique », 1989, 263p.

Avec *L'Afrique face à ses problèmes de sécurité et de défense*, Mwayila Tshiyembe et Mayele Bukasa nous présentent un ouvrage original sur un sujet encore peu ex-

plait. Les deux auteurs tentent de démontrer l'intérêt et la possibilité pour les États africains de développer une action collective, d'origine régionale ou sous-régionale, susceptible selon eux de conférer à ces États une réelle maîtrise en cas de conflits internes ou de menace externe.

Ces problèmes de sécurité et de défense, quels sont-ils ? Tshiyembe et Bukasa ont abordé le sujet tant sur le plan interne, que dans sa dimension internationale. Les deux premières parties placent le continent noir sur la scène internationale et le présentent tout d'abord comme un « enjeu », puis comme un « théâtre » de la compétition Est-Ouest. La troisième et dernière partie de l'ouvrage est au contraire consacrée à une solution commune, interne à l'Afrique, comme « perspectives pour une stratégie d'action collective maîtrisée », en réponse aux menaces d'ordre interne ou externe indifféremment. Il s'agit donc en quelque sorte d'un programme d'action.

« L'Afrique enjeu », présentée en quatre chapitres, nous rappelle l'importance pour les acteurs externes de sa position géostratégique, avec son ouverture sur la Méditerranée, la mer Rouge, l'océan Indien et l'Atlantique sud, puis de ses ressources naturelles et, enfin, de ses ressources humaines. Cette première partie vise, néanmoins, à souligner l'importance de ces ressources, pour l'Afrique elle-même, si elle venait à maîtriser ces atouts, afin de les bien défendre et de pouvoir ainsi peser davantage sur son environnement régional et international.

« L'Afrique théâtre », s'articule, quant à elle, en trois chapitres ; le premier consacré aux anciennes puissances coloniales, le second aux deux superpuissances et à la Chine, et le troisième aux accords liant ces acteurs externes aux divers États africains en matière de défense. Les auteurs ont tenté de différencier entre acteurs « à ca-

pacité de pénétration forte mais à projection de puissance faible », anciennes puissances coloniales, et ceux « à capacité de projection de puissance forte mais à capacité de pénétration faible », soit États-Unis, Union soviétique et Chine.

Parmi le premier groupe d'acteurs, Tshiyembe et Bukasa traitent principalement de la politique de défense de la France en Afrique. Tandis que pour le deuxième groupe, ils développent successivement et de manière chronologique les politiques américaine, soviétique et chinoise, au gré de leur action diplomatico-stratégique, des moyens déployés et de leurs interventions respectives sur le sol africain. Ils avancent quelques perspectives d'avenir, mais ne semblent guère préconiser, ou même désirer le retrait de ces acteurs externes. Il revient au contraire, selon eux, à l'Afrique d'apprendre à régler ses conflits internes, ce qui lui permettrait de faire face aux menaces externes.

Les conflits internes et les perspectives d'avenir offertes par les deux auteurs font l'objet de leur dernière partie, avec pour toile de fond, la faiblesse de l'État postcolonial. Face au mythe des États unis d'Afrique avec une armée unique et aux déficiences de l'Organisation de l'Unité Africaine en matière de sécurité avec, notamment, les exemples du Sahara occidental, de la sécession du Biafra et de la guerre d'Ogaden, quelles alternatives proposer ?

Les auteurs passent en revue l'action bilatérale, première alternative choisie dans le cadre de l'intervention marocaine lors de la première guerre du Shaba, puis la solution multilatérale, seconde alternative choisie par les États d'Afrique de l'Ouest pour assurer leur défense. Ces derniers ont, en effet, signé un Accord de non-agression et d'assistance mutuelle en matière de défense dans le cadre de la Communauté économique de l'Afrique de

l'Ouest, et un Protocole d'assistance mutuelle en matière de défense dans le cadre de la Communauté économique des États de l'Afrique occidentale, dont les auteurs nous présentent forces et faiblesses.

Toutefois, les auteurs exhortent leurs compatriotes à aller plus loin sur la voie du multilatéralisme en y adjoignant une réelle volonté politique permettant de réunir les ressources nécessaires à la formation et au maintien d'une Force panafricaine de paix. L'ouvrage fournit ainsi un plan d'avenir élaboré, quant à l'action collective préconisée, tout en mettant en garde les intéressés contre les contradictions de l'État postcolonial et sans verser dans l'idéalisme panafricain.

En effet, la démarche des auteurs témoigne davantage d'une vision réaliste des relations internationales, privilégiant l'État comme principal acteur, où l'équilibre des puissances, le maintien de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale passent par une maîtrise et une prééminence des questions stratégiques. Loin d'inscrire la défense de l'Afrique dans un débat Nord-Sud, les auteurs situent le problème dans le cadre de la compétition Est-Ouest, tout en insistant sur les facteurs internes à l'origine de la faiblesse militaire africaine.

En tant que directeur et vice-président de l'Institut panafricain de géopolitique, Tshiyembe et Bukasa ont adopté une méthodologie qui leur est chère. Toutefois, il convient de souligner que la géopolitique est une approche qui privilégie le *statu quo*. Or l'équilibre des puissances, tel que promu par le discours réaliste ne laisse guère de place à une Afrique forte et responsable. De même, la géopolitique privilégie généralement la dimension externe de la politique étrangère, au détriment de la dimension interne, laissant pour compte le jeu des forces socio-économiques que cache la notion d'État, ainsi que les acteurs mul-

tionaux, dont le rôle en matière d'armements et de défense n'est pas à négliger. Ainsi, malgré l'effort des auteurs pour tenir compte de la dialectique entre éléments internes et externes de la sécurité africaine, la méthodologie employée ne pouvait leur permettre d'approfondir cette dynamique interne.

On pourrait également regretter le piètre travail d'édition, laissant un grand nombre de citations d'hommes d'État, ministres et responsables politiques sans référence en bas de page. Il s'agit néanmoins d'une recherche sérieuse à partir de sources diversifiées, qui mérite d'être lue, d'autant qu'il existe si peu de livres de chercheurs africains sur les questions stratégiques.

Isabelle FRANÇOIS

*Département de science politique
Université de Montréal*

AMÉRIQUE CENTRALE

ACKER, Alison. *Honduras: The Making of a Banana Republic*. Toronto, Between the Lines, 1988, 166p.

Il en aura fallu du temps pour que les médias nous fassent découvrir le Honduras. Encore que l'intérêt qu'on lui porte est dérivé d'un conflit qui lui est étranger et dans lequel il fait figure de valet. Pour Washington et, par ricochet, pour l'extérieur, le Honduras n'existe qu'en fonction d'une politique mise en place après la Révolution sandiniste et les débuts de la guerre civile au Salvador. Sa position géographique en a fait un État-tampon, puis un État-tremplin d'où il est possible d'intervenir dans les trois pays limitrophes. Après avoir incarné jusqu'à la caricature la « république bananière », le Honduras est devenu la « république du Pentagone ».